

Association CFA des Métiers de la Santé et du Social Auvergne-Rhône-Alpes

20 rue de la Claire
69009 LYON

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Avvens Audit est membre du groupe Avvens

Siège social : Immeuble le Saphir - 14 Quai du Commerce - CP 113 - 69009 LYON

Tél. +33 (0)4 72 85 75 00 – www.crowe-avvens.fr

Société de commissariat aux comptes inscrite à LYON

S.A. au capital de 150 000 euros - RCS LYON 305 446 577 - TVA intracommunautaire FR46305446577

Association CFA des Métiers de la Santé et du Social Auvergne Rhône-Alpes

20 rue la Claire

69009 LYON

Aux Membres de l'Assemblée Générale du CFA des Métiers de la Santé et du Social Auvergne Rhône-Alpes,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association CFA des Métiers de la Santé et du Social Auvergne-Rhône-Alpes**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et de la présentation des comptes dans leur ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale de l'Association.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du CFA à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le CFA ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Lyon, le 3 juin 2024

Avvens Audit
Membre de Crowe Global

Commissaire aux comptes



Jean-Pierre EPINAT
Associé








Sophie COLLETAS
Senior Manager

Annexe

Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

-  il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
-  il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
-  il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
-  il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation, et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude, ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
-  il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				6 292
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concession, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Autres	4 943	3 636	1 307	2 955
Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	825		825	825
TOTAL I ACTIF IMMOBILISE	5 768	3 636	2 132	10 072
STOCKS ET EN-COURS				
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES				
CRÉANCES (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	302 862		302 862	514 911
Autres créances	271 904		271 904	471 440
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
DISPONIBILITES	1 158 537		1 158 537	1 202 716
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	1 134		1 134	14 073
TOTAL II ACTIF CIRCULANT	1 734 436		1 734 436	2 203 140
Frais d'émission d'emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	1 740 205	3 636	1 736 569	2 213 212
(1) Dont droit au bail	(2) Dont à moins d'un an		(3) Dont à moins d'un an	575 900
ENGAGEMENTS RECUS				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organes statutairement compétents				
Autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				

Bilan Passif

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

	Net (N) 31/12/2023	Net (N-1) 31/12/2022
FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres		
Fonds associatif sans droit de reprise		
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau sur gestion propre		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		
Autres fonds associatifs		
Fonds associatif avec droit de reprise		
- Apports		
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
- Subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables		
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL I FONDS ASSOCIATIFS	(0)	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
FONDS DEDIES		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL III FONDS DEDIES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 127 995	1 651 792
Dettes fiscales et sociales	66 198	44 604
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	418 238	38 776
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance (1)	124 138	478 039
TOTAL IV DETTES	1 736 569	2 213 212
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	1 736 569	2 213 212
(1) A plus d'un an	A moins d'un an	1 736 569
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
ENGAGEMENTS DONNES		



Compte de Résultat en liste

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Ventes de marchandises		
- Production vendue [biens et services]	4 604 651	2 904 109
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	4 604 651	2 904 109
Dont à l'exportation :		
- Production stockée		
- Production immobilisée		
- Produits nets partiels sur opérations à long terme		
- Subventions d'exploitation	24 000	18 333
- Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		6 552
- Cotisations		
- Autres produits	525	
TOTAL I PRODUITS D'EXPLOITATION	4 629 176	2 928 995
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achat de marchandises		
Variation de stocks		
- Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
- Autres achats et charges externes	4 286 903	2 628 007
- Impôts, taxes et versements assimilés	3 654	4 977
- Salaires et traitements	247 033	215 132
- Charges sociales	83 647	73 079
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	7 940	7 787
- Sur immobilisations : dotations aux provisions		
- Sur actif circulant : dotations aux provisions		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
- Subventions accordées par l'association		
- Autres charges	0	13
TOTAL II CHARGES D'EXPLOITATION	4 629 176	2 928 995
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(0)	
PRODUITS FINANCIERS :		
- De participation (3)		
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		
- Autres intérêts et produits assimilés (3)		
- Reprises sur provisions et transferts de charges		
- Différences positives de change		
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES :		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilées (4)		
- Différences négatives de change		
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV CHARGES FINANCIERES		
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		



Compte de Résultat en liste - suite

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

	31/12/2023	31/12/2022
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(0)	
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
- Sur opérations de gestion		
- Sur opérations en capital		
- Reprises provisions et transferts de charges		
TOTAL V PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
- Sur opérations de gestion		
- Sur opérations en capital		
- Dotations aux amortissements et aux provisions		
TOTAL VI CHARGES EXCEPTIONNELLES		
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		
Impôts sur les bénéfices (VII)		
- Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (VIII)		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VIII)	4 629 176	2 928 995
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + IX)	4 629 176	2 928 995
EXCEDENT OU DEFICIT	(0)	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
- Bénévolat		
- Prestations en nature		
- Dons en nature		
TOTAL		
CHARGES		
- Secours en nature		
- Mise à disposition gratuite de biens et services		
- Personnel bénévole		
TOTAL		



Présentation :

Dans le cadre de la création du CFA des Métiers de la santé et du Social, l'association a pour objectifs :

- De former des apprentis en situation d'alternance emploi/travail/formation ou des salariés en formation pour tout niveau de diplôme ou de certification : du CAP au doctorat dans le cadre de contrat d'apprentissage
- De répondre aux besoins de tous les acteurs de la formation : branches professionnelles, organisations, entreprises et collectivités publiques...et faire de l'apprentissage et plus généralement de la formation en alternance un levier de développement de l'emploi et d'accès à l'emploi.
- D'apporter des solutions innovantes dans la prestation de service, digitalisation des formations
- De renforcer les opportunités partenariales dans le domaine de la formation

Et d'une manière générale de mener toutes les actions concourant à mettre en place et développer de nouvelles formations en apprentissage afin de répondre au mieux aux besoins du territoire sur les métiers de la santé, du social, de l'animation.

Les moyens mis en œuvre : les sources de financement sont les OPCO (Opérateurs de Compétences) qui valident le niveau de prise en charge établi par France Compétences.

Le CFA Santé Social travaille avec différents OPCO :

OPCO Santé

OPCO Cohésion Sociale

OPCO EP (Entreprises de Proximité)

OPCO AFDAS

OPCO AKTO



Evènements significatifs :

Le CFA est sur sa 3^e année d'existence, avec un total de 572 apprentis au 31/12/23, répartis sur toutes les formations ouvertes en apprentissage au sein de ses UFA partenaires.

Un nouvel UFA à intégrer le CFA MSS AURA au 1^{er} janvier 2023, l'établissement Saint Joseph Saint Luc avec 16 apprentis aides-soignants.

En 2023, Ocellia a fait part, au Président du CFA MSS AURA, de son souhait de mettre fin au partenariat entre les deux UFA afin de trouver une pleine autonomie

Des discussions se sont alors engagées, entre les parties, sur les modalités de leur éventuelle séparation dans le but de préserver au mieux les intérêts tant du CFA MSS AURA que de chacun des deux UFA.

Eléments post clôture :

Un Protocole a été signé le 5 janvier 2024 fixant les conditions matérielles et temporelles du retrait d'OCELLIA du CFA MSS AURA et les conséquences induites à l'égard de la poursuite des activités dudit CFA.

La démission des membres du conseil d'Administration, représentant Ocellia, a été effective le jour même, le 5 janvier 2024.

Les modalités de gestion et de transfert des apprentis ont été déterminées de la façon suivante :

Les apprentis continueront d'être suivis par le CFA MSS AURA selon les modalités de formation et les principes prévues par la Convention jusqu'à la fin de l'année de formation en cours, soit au plus tard le 31 août 2024.



Sur cette période s'écoulant jusqu'au 31 août 2024, OCELLIA organisera à ses frais le transfert des dossiers des apprentis du CFA MSS AURA vers le nouveau CFA qu'OCELLIA a créé.

A compter de la date du transfert, les modalités de formation et les principes de gestion concernant les apprentis seront assurés par les équipes du CFA OCELLIA.

Afin d'assurer au mieux le transfert des contrats des apprentis Ocellia, un comité de suivi a été constitué avec pour mission d'établir le « cut-off » des contrats à transférer et une procédure-type de transfert.



Règles et méthodes Comptables

L'exercice clôturé au 31/12/2023 présente un montant total du bilan de 1 736 569 € et affiche un résultat à nul.
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation,
- permanence des règles et méthodes d'un exercice à l'autre,
- image fidèle,
- régularité et sincérité.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- ANC n° 2014-03 du 05/06/2014 modifié par les règlements ANC n° 2015-06 du 23/11/2015 et ANC n° 2016-07 du 04/11/2016,
- les règlements CRC 2002-10 (du 12 décembre 2002) et 2003-07 (du 12 décembre 2003) sur les amortissements et les dépréciations,
- le règlement CRC 2004-06 (du 23 novembre 2004) relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs,
- le règlement n° 2004-12 (du 23 novembre 2004) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations,
- ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, frais accessoires directement attribuables inclus, après déduction des RRR et escomptes obtenus.

Les droits de mutations, honoraires, commissions et frais d'actes sont comptabilisés en charges.

Immobilisations incorporelles :

Les logiciels et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Après examens du fichier des immobilisations, les composants, bien qu'identifiés, n'ont pas une durée d'utilisation sensiblement différente de celle de l'immobilisation principale, ni une valeur significative. De ce fait, ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une décomposition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction de la durée de vie prévue, celle-ci étant comparable à la valeur d'usage. En tant que besoin, la valeur résiduelle est déduite de la base amortissable.

Durées d'amortissements par catégorie d'immobilisations corporelles et incorporelles :

- logiciels : 1-5 ans
- matériel pédagogique : 5 ans
- matériel informatique : 1-5 ans
- matériel de bureau : 10 ans
- installation/agencement : 10 ans

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominative. Absence de provision pour dépréciation sur comptes clients.



Disponibilités et Valeurs mobilières de placement

Les disponibilités en caisse ou en banque sont évaluées à leur valeur nominale. Les valeurs mobilières sont évaluées à leur valeur historique et dépréciées le cas échéant.

Engagements hors bilan : Néant.



Immobilisations

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Édition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	18 875		
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	18 875		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	4 943		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	4 943		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	825		
TOTAL immobilisations financières :	825		



TOTAL GÉNÉRAL	24 644		
----------------------	---------------	--	--

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement		18 875		
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :		18 875		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.			4 943	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :			4 943	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières			825	
TOTAL immobilisations financières :			825	
TOTAL GÉNÉRAL		18 875	5 768	

Amortissements

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement	12 584	6 292	18 875	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	12 584	6 292	18 875	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Mat. de bureau, informatique et mobil.	1 988	1 648		3 636
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	1 988	1 648		3 636
TOTAL GÉNÉRAL	14 572	7 940	18 875	3 636

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier			
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :			
Frais d'acquisition de titres de participations			
TOTAL GÉNÉRAL			



État des Créances et Dettes

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23

Edition du 24/05/24

Devise d'édition EUR

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres créances immobilisées	825	825	
TOTAL de l'actif immobilisé :	825	825	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Usagers	302 862	302 862	
Personnel et charges sociales à récupérer			
État et autres collectivités publiques			
Confédération, Fédération, Asso. & organismes apparentés			
Débiteurs divers	271 904	271 904	
TOTAL de l'actif circulant :	574 766	574 766	
TOTAL GÉNÉRAL	575 591	575 591	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice
(2) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
TOTAL :				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 127 995	1 127 995		
Usagers avances reçues				
Dettes relatives au personnel	65 750	65 750		
État et autres collectivités publiques	448	448		
Conf., Fédération, Asso. & organ. appar				
Autres dettes	418 238	418 238		
TOTAL :	1 612 431	1 612 431		
TOTAL GÉNÉRAL	1 612 431	1 612 431		



Charges et Produits Constatés d'Avance

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

RUBRIQUES			Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation			1 134	124 138
Charges ou produits financiers				
Charges ou produits exceptionnels				
TOTAL			1 134	124 138



Produits à Recevoir

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR


MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières	
Créances Créances clients et comptes rattachés Personnel Organismes sociaux État Divers, produits à recevoir Autres créances	5 855 271 904
Valeurs Mobilières de Placement Disponibilités	
TOTAL	277 760



Charges à Payer

CFA Santé Social Auvergne Rhône Alp

Période du 01/01/23 au 31/12/23
Edition du 24/05/24
Devise d'édition EUR

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN		Montant
<div> <div>Emprunts obligataires convertibles</div> <div>Autres emprunts obligataires</div> <div>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</div> <div>Emprunts et dettes financières divers</div> <div>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</div> <div>Dettes fiscales et sociales</div> <div>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</div> <div>Disponibilités, charges à payer</div> <div>Autres dettes</div> </div> <div>  </div>		<div>327 793</div> <div>56 793</div> <div>111 140</div>
TOTAL		495 726

Complément d'informations relatif au compte de résultat

- Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 7 200 €TTC, au titre du contrôle légal des comptes.



Ventilation des Ressources

1- Ressources propres

	4 604 652 €
FORMATIONS - SITE OCELLIA LYON	1 452 194 €
FORMATIONS - SITE OCELLIA VALENCE	665 402 €
FORMATIONS - SITE OCELLIA ECHIROLLES	693 850 €
FORMATIONS - SITE ROCKEFELLER	1 239 914 €
FORMATION AS : SAINT JOSEPH SAINT LUC	135 480 €
SITE OCELLIA LYON : refacturation des frais de fonctionnement	151 913 €
SITE OCELLIA VALENCE : refacturation des frais de fonctionnement	71 123 €
SITE OCELLIA ECHIROLLES : refacturation des frais de fonctionnement	77 192 €
SITE ROCKEFELLER : refacturation des frais de fonctionnement	105 945 €
Tenues et mobilités	11 639 €

2- Autres ressources / Subventions

	24 525 €
SUBVENTION ASP - AIDE AU PERMIS	24 000 €
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION	525 €



Effectifs personnel par catégorie au 31/12/2023 :

	Effectif physique
Employés	2
Cadres	3
Contrats d'apprentissage	0
Total	5



OBJECTIFS / FORMATION	Rochefort				Océlie Echobrix				Océlie Lyon				Océlie Volence				Total effectif au 31/12/2023	Total effectif au 31/12/2023	Total effectif au 31/12/2023
	Effectif cumulé au 31/12/22	Entrée janvier 2023	Effectif en cours 2021/2022	Entrée septembre ou novembre 2023	Arêts de formation 2023	Effectif cumulé au 31/12/23	Effectif cumulé au 31/12/22	Entrée janvier 2023	Effectif en cours 2021/2022	Arêts de formation 2023	Effectif cumulé au 31/12/23	Effectif cumulé au 31/12/22	Entrée janvier 2023	Effectif en cours 2021/2022	Arêts de formation 2023	Effectif cumulé au 31/12/23	Effectif cumulé au 31/12/23	Effectif cumulé au 31/12/23	Effectif cumulé au 31/12/23
DE AIDE SOIGNANT	15	6		10	-1	15											15	15	15
DE AUXILIAIRE DE PUERICULTURE	77	24		80	-3	101											101	101	101
DE INFIRMIER	17	2		21	-2	23											23	23	23
TOTAL FORMATION SANITAIRE	109	30	2	111	-4	139											139	139	139
CAP ACCOMP. EDUC. PETITE ENFANCE	25			7	-1	6											6	6	6
DE ACCOMPAGNEMENT EDUCATIF ET SOCIAL	1			1	-1	0											0	0	0
DE ASSISTANT SERVICE SOCIAL	3			8		11											11	11	11
DE EDUCATEUR JEUNES ENFANTS																			
CATERUS																			
CARFUS																			
CPHTI																			
DE EDUCATEUR SPECIALISE																			
DE MONITEUR EDUCATEUR																			
BP JEPS ANIM - ANIMATION SOCIALE																			
BP JEPS ANIM - LOISIRS TOUS PUBLICS																			
DE INGENIEUR SOCIALE																			
DE JEPS ANIM SOCIO-EDUC OU CULTUREL																			
DE TECH INTER SOCIALE ET FAMILIALE																			
TOTAL FORMATION SOCIAL	0	0	0	2	-2	0											2	2	2
TOTAL GENERAL	114	30	5	129	-6	158											158	158	158
																	28%	572	72%

